



AGENCE  
NATIONALE  
DE LA COHÉSION  
DES TERRITOIRES



DÉPARTEMENT DE  
**L'EURE**  
*en Normandie*



**Petites villes de demain**



**Petites villes de demain**



**Petites villes de demain**

## CONVENTION CADRE PLURI-ANNUELLE DE DÉPLOIEMENT

« PETITES VILLES DE DEMAIN »

pour les communes  
de Pont de l'Arche, de Gaillon et du Val d'Hazey

Valant avenant à la

« **convention cadre pluri-annuelle ORT-ACV**  
– **avenant de déploiement de Louviers** »

Valant avenant à la

« **convention ACV de l'Agglomération Seine-Eure**  
**relative à l'ORT de Gaillon** »

## ENTRE

- La Commune de Pont de l'Arche, représentée par son Maire, Monsieur Richard Jacquet, autorisé à l'effet des présentes suivant délibération en date du..... ;
- La Commune de Gaillon, représentée par son Maire, Madame Odile Hantz, autorisée à l'effet des présentes suivant délibération en date du..... ;
- La Commune de Le Val D'Hazey, représentée par son Maire, Monsieur Philippe Collas autorisé à l'effet des présentes suivant délibération en date du 22 Novembre 2022 ;
- La Commune de Louviers, représentée par son Maire, Monsieur François-Xavier Priollaud autorisé à l'effet des présentes suivant délibération en date du..... ;
- La Commune de Val de Reuil, représentée par son Maire, Monsieur Marc-Antoine Jamet,

Ci-après, les « Collectivités bénéficiaires » ;  
D'une part,

- La Communauté d'Agglomération Seine-Eure représentée par son président Bernard Leroy, autorisé à l'effet des présentes suivant délibération en date du 15 décembre 2022,

Ci-après désigné par « l'Agglomération »,

## ET

- L'État, Représenté par Simon BABRE

Ci-après désigné par « l'État »,

## Ainsi que

- Le Conseil Départemental de l'Eure, représenté par son président, M. Sébastien Lecornu autorisé à l'effet des présentes suivant délibération en date du..... ;
- L'Agence Nationale de l'Habitat, représentée, en application de la convention de délégation de compétences, par M. Bernard LEROY, Président de la Communauté d'Agglomération Seine-Eure, ci-après dénommé « ANAH » ;

D'autre part,

## IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

## Préambule

Le gouvernement a souhaité que le programme Petites villes de demain donne aux élus des communes de moins de 20 000 habitants, qui exercent des fonctions de centralités et présentent des signes de fragilité, les moyens de concrétiser leurs projets de territoire pour conforter leur statut de villes dynamiques, respectueuses de l'environnement, où il fait bon vivre.

Cette démarche s'inscrit directement dans le cadre des contrats territoriaux de relance et de transition écologique.

Ce programme constitue une boîte à outils au service des territoires, dans le cadre du plan de relance et de la conduite des grandes transitions économiques, écologiques, numériques, et démographiques.

La nécessité de conforter efficacement et durablement le développement des territoires couverts par le programme Petites villes de demain appelle à une intervention coordonnée de l'ensemble des acteurs impliqués, au-delà de celles de l'État et des partenaires financiers du programme.

## Article 1 - Objet de la convention cadre

La convention d'adhésion Petites villes de demain a d'ores et déjà été signée en 2021. Elle précisait les engagements réciproques des parties, les principes d'organisation, le fonctionnement général, les enjeux et premières actions à mener.

Par ailleurs, un avenant de déploiement à la convention cadre pluri-annuelle ORT/ACV de Louviers a été pris en 2019 ainsi qu'un avenant à la convention ACV de l'agglomération valant ORT pour la ville de Gaillon.

La présente convention (« la Convention ») vise donc à présenter les conventions locales déclinées depuis lors et notamment la stratégie définie, leur déclinaison en feuille de route opérationnelle, les périmètres ORT définis pour chacune des communes en conséquence ainsi que les maquettes techniques et financières correspondantes.

Cette convention a, par ailleurs, vocation à s'articuler avec le Contrat territorial de relance et de transition écologique conclu entre l'État et Communauté d'Agglomération Seine Eure) et dont les avenants annuels permettront de prendre en compte la mise en œuvre de chacun des programmes opérationnels.

### Le territoire signataire et de ses dispositifs présents

L'EPCI principal, la Ville de Louviers Action Cœur de Ville et bénéficiant d'une ORT, les Villes de Val de Reuil et Gaillon bénéficiant d'une ORT depuis 2019, les trois Villes adhérentes au programme Petites villes de demain Gaillon, Pont de l'Arche et Le Val d'Hazey.

Le contenu des programmes et les périmètres ORT de Louviers et Val de Reuil ne sont pas modifiés par cette convention cadre de déploiement du programme « Petites villes de demain ».

Cependant, pour Louviers et l'Agglomération Seine-Eure, une nouvelle convention de partenariat avec Action Logement, dans le cadre de l'avenant de déploiement de la convention cadre pluriannuelle ORT / Action Cœur de Ville de Louviers, est intégrée à la présente convention (annexe 5).

Sur la base du projet de territoire, le programme Petites villes de demain décline, par orientation stratégique, des actions opérationnelles pour conduire sa démarche de transformation à moyen et long terme pour le renforcement des fonctions de centralité au bénéfice de la qualité de vie de ses habitants et des territoires alentours, dans une trajectoire dynamique et engagée dans la transition écologique. Le programme mobilise dans la durée les moyens des partenaires publics et privés.

Le contenu de la présente convention est conçu sur-mesure, par et pour les acteurs locaux. C'est une convention évolutive et pluriannuelle sur la période du programme 2021-2026. Elle fera l'objet d'une large communication et d'une évaluation sur la base d'indicateurs de performances et d'impact, notamment sur ses fonctions de centralité.

La présente convention-cadre valant ORT remplace la convention d'ORT préexistante et l'abroge.

Cet avenant à la convention ORT ne porte que sur l'intégration des trois programmes PVD et des trois périmètres définis qui en découlent.

La présente convention est reconnue comme valant opération de revitalisation de territoire au sens de l'article



L.303-2 du Code de la construction et de l'habitation et opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) au sens de l'article L.303-1 du Code de la construction et de l'habitation.

Néanmoins, il est précisé que la Ville de Louviers ne fait partie de l'OPAH car elle bénéficie d'une convention spécifique pour la mise en œuvre d'une Opération programmée d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain (OPAH-RU) dont l'Agglomération Seine-Eure est signataire, dans le cadre d'Action Cœur de Ville, sur son périmètre ORT.

## **Article 2 – Les ambitions du territoire**

L'Agglomération Seine-Eure s'est dotée d'un projet de territoire qui sert de cadre de référence pour les politiques publiques engagées et fonde sa stratégie de développement reprise notamment dans le CRTE.





# PROJET DE TERRITOIRE

## Seine Eure Agglo

2022-2030

-Synthèse -

### Territoire d'économie durable

Pour  
intégrer les enjeux  
écologiques

#### ⇒ Renforcement de la Performance industrielle

*Filières d'excellence/ économie verte /  
dynamique d'implantation etc.,  
coopérations territoriales, partenariats,  
maîtrise du foncier*

#### ⇒ Accompagnement de nos entreprises dans leurs mutations

*Image de marque des filières, mutations  
digitales ; e-business, performance  
numérique, protection des données,  
responsabilité sociétale, gestion des  
risques*

#### ⇒ Diversification des écosystèmes économiques

*Ecosystèmes industriels de transition,  
économie résidentielle, silver économie,  
tourisme durable , création de nouveaux  
emplois non délocalisables, valorisation  
des productions locales, filière agricole  
durable*

#### ⇒ Consolidation de l'offre et de l'accès à la formation

*Continue et continue, enseignement supérieur et  
nouveaux métiers, formation pour les  
jeunes en insertion ou en reconversion*

### Territoire de bien-être

Pour  
vivre en bonne santé

#### ⇒ Qualité de notre environnement

*Préservation et valorisation, qualité de  
l'air, qualité de l'eau, patrimoines  
paysager et bâti, nature, prévention des  
risques*

#### ⇒ Accès équitable aux services

*aux loisirs, aux droits et à la santé,  
dynamiser les centralités, équipements  
adaptés, connaissance des besoins,  
accessibilité, médiation, recours aux soins,  
réduction des freins*

#### ⇒ Développement plus sobre

*Sobriété foncière et énergétique, mobilités  
décarbonées, Energies renouvelables,  
densification urbaine, nature en ville*

#### ⇒ Agriculture durable et agro- ressources

*Nouvelles filières de valorisation, agro-  
matériaux, maraîchage, alimentation de  
qualité, sensibilisation à la consommation,  
valorisation des métiers, circuits courts*

### Territoire d'épanouissement personnel et collectif

Pour  
être inclusifs et créatifs

#### ⇒ Innovation et expression des talents

*Valoriser les innovations économiques et  
sociales, attirer et garder les talents,  
développer les espaces d'échange et de  
création*

#### ⇒ Confiance de chacun en sa capacité d'agir

*Education populaire, parentalité,  
associations, initiatives citoyennes,  
implication des usagers dans leurs parcours,  
concertation, solidarités de proximité*

#### ⇒ Inclusion et lutte contre les discriminations

*Lutte contre l'isolement des personnes,  
accès à l'emploi, accès aux droits,  
accompagnement et médiation, place des  
jeunes, place des seniors, inclusion  
numérique*

#### ⇒ Solidarités territoriales

*Identités des espaces de vie, équilibre de  
l'offre de services, revitalisation des centre-  
bourgs, parcours résidentiels,  
mutualisations, adaptation aux  
changements de vie*

**seine  
eure**  
agglo

Le projet de territoire sert de cadre de référence aux programmes PVD. (ref annexe)



Convention cadre pluri-annuelle de déploiement Petites villes de demain  
Agglomération Seine Eure, Gaillon, Val d'Hazey, Pont de l'Arche



La vision stratégique du territoire est évolutive ; elle prend en compte l'avancée du projet de territoire et les événements qui peuvent impacter le territoire.

Le partenariat construit autour de ce contrat, participe à fédérer les acteurs pour une vision globale du territoire et un développement concerté.

## Article 3 – Les orientations stratégiques

Chacun des programmes locaux PVD est articulé autour de 3 axes-leviers de développement en s'adaptant aux spécificités locales (voir conventions locales en annexe). L'approche est, comme pour le projet de territoire, systémique et les actions ont vocations à être multi-cibles.

- **Orientation 1 : Grandes transitions environnementales**
- **Orientation 2 : Bien vivre, qualité de vie et de services**
- **Orientation 3 : Attractivité touristique et économique**

En cas d'évolution des orientations ou objectifs en cours de programme, elles seront validées par le comité de pilotage, et feront l'objet d'un avenant à la présente convention. L'évolution des actions ne fait pas l'objet d'un avenant (point suivant).

## Article 4 – Le plan d'action

Le plan d'action, traduction opérationnelle du projet de territoire, a été défini pour chacune des communes et traduit une feuille de route propre à court moyen et long terme.

Ce document évolutif consiste en une feuille de route articulée en trois sous-parties qui présente les enjeux, détaille les orientations stratégiques et met en exergue les projets ou actions représentatifs. Un périmètre ORT est par ailleurs défini pour chacune des communes

Une maquette technique (ayant vocation à intégrer la maquette CRTE) qui nomme les projets et actions en fonction de leur maturité, les descriptifs, les phasages des opérations et les maîtres d'ouvrages.

Une maquette financière qui présente et ébauche les budgets prévisionnels, les financements éventuellement sollicités pour chacune des actions.

Les évolutions du plan d'action sont examinées et validées au fil de l'eau par le comité de projet, sans nécessité d'un avenant de la présente convention et font l'objet d'un envoi à l'ANCT en cas d'évolution.

L'ensemble de la feuille de route a permis d'identifier des secteurs prioritaires d'intervention traduits en périmètres ORT pour chacune des trois communes.

### 4.1 Les actions ou « fiches actions »

Chacune des conventions locales détaillées est annexée à la présente convention.

Les actions du programme Petites villes de demain sont décrites dans les maquettes techniques et financières qui ont vocation à alimenter directement le plan d'action du CRTE du territoire concerné.

L'inscription formelle des actions dans le programme PVD est validée par les instances de gouvernance en s'appuyant sur l'expertise des services déconcentrés de l'État, des opérateurs et des services des collectivités territoriales concernées.

Les actions prêtes, validées en comité de projet PVD, sont adressées à chacun des financeurs appelés à se prononcer dans leurs propres instances décisionnelles.



Le préfet peut saisir autant que de besoin la Direction de programme Petites villes de demain de l'ANCT (cf. article 6.3.) pour toute opération nécessitant un éclairage particulier.

#### 4.2. Projets en maturation ou « fiches projets »

Des projets, de niveaux de maturité différents peuvent être listés dans la feuille de route. Dans les conventions et les maquettes ils sont identifiés en « fiche projet ».

Les projets feront l'objet d'un travail spécifique de maturation afin d'être proposés au plan d'action, lors du comité de pilotage ultérieur à la signature, en fonction de leur compatibilité avec les objectifs du contrat, de leur faisabilité, de leur valeur d'exemple et de leur dimension collective ou de leur effet d'entraînement.

#### 4.3 La maquette

Chaque fin d'année, une synthèse financière des contributions obtenues des différents financeurs est présentée en comité de projet, et transmise à la direction de programme Petites villes de demain de l'ANCT. Cette mise à jour se traduira dans l'avenant annuel du CRTE avec lequel elle sera concomitante.

La maquette financière récapitule les engagements des signataires du contrat sur la période contractuelle, et valorise les engagements financiers des partenaires, en précisant les montants :

- Des crédits du plan France relance et des dotations de l'État ;
- Des crédits contractualisés (nouveaux engagements) ;
- Des crédits valorisés (rappels des engagements antérieurs et des dispositifs articulés non intégrés) ;

Les différents financeurs instruiront dans les meilleurs délais les demandes de participation, selon leurs modalités internes de validation pour les actions entrant dans leur champ de compétence.

### Article 5 – Modalités d'accompagnement en ingénierie

Plusieurs partenaires sont susceptibles de proposer un soutien en ingénierie : les partenaires financiers (l'ANCT, la Banque des territoires, le Cerema, l'Ademe...), services déconcentrés de l'État, collectivités territoriales, agences techniques départementales, CAUE, CPIE, Agences d'urbanisme... pour les différentes phases du programme (élaboration du projet de territoire, définition et mise en œuvre des projets, participation des habitants, suivi et évaluation du contrat) qu'il conviendra de préciser et de rappeler dans le bilan du contrat. L'activation de cet accompagnement s'effectue selon les modalités de saisines et de contractualisation propres à chaque organisme.

Le soutien au territoire peut passer par un appui spécifique des établissements publics et opérateurs qui pourraient notamment mobiliser des financements pour le montage des projets et les investissements.

### Article 6 - Engagements des partenaires

Les partenaires s'engagent à assurer la réalisation des actions inscrites à ce contrat sous réserve de la mobilisation des partenariats techniques et financiers nécessaires à leur réalisation.

#### 6.1. Dispositions générales concernant les financements

Les financeurs s'efforcent d'instruire dans les meilleurs délais les demandes de financement qui leur sont soumises et à apporter leur appui pour contribuer à la réalisation des actions entrant dans leur champ d'intervention.

Les financements inscrits dans les fiches sont des montants prévisionnels. Ils sont à mobiliser suivant les dispositifs et dispositions propres aux différents partenaires. Les éléments financiers qui y sont inscrits sont fondés sur une première analyse de l'éligibilité des actions proposées aux différentes sources de financement des partenaires, selon les modalités décrites dans les fiches actions, mais ne valent pas accord final.

Les montants de prêt, d'avance ou de subvention, sont indicatifs, sous réserve de : disponibilité des crédits et



du déroulement des procédures internes à chaque partenaire, de l'instruction des dossiers, des dispositifs en vigueur à la date du dépôt, de la validation par les instances décisionnaires du partenaire considéré. Les décisions font l'objet de conventions spécifiques établies entre le partenaire et le porteur de projet.

## 6.2. Le territoire signataire

En signant cette convention la ville centre de Louviers (ACV), et les communes PVD de Pont de l'Arche, Gaillon et Le Val d'Hazey (PVD) assument leur rôle de centralité au bénéfice de la qualité de vie des habitants de la commune et des territoires alentours, et leur volonté de s'engager résolument dans une trajectoire dynamique et engagée dans la transition écologique.

L'EPCI, et les 3 communes PVD signataires ont désigné un chef de projet PVD responsable de l'animation du programme et de son évaluation (poste mutualisé avec cofinancement, avec sollicitation annuelle de financement auprès des services de l'État).

Le territoire signataire s'engage à animer le travail en associant les acteurs du territoire et en travaillant étroitement avec les partenaires du contrat (collectivités, entreprises, État, établissements publics, habitants, associations...) afin d'initier et de catalyser la dynamique du territoire en faveur du projet de territoire. Le partage des orientations et des actions qui découlent du projet de territoire est organisé localement au moment jugé opportun par la collectivité signataire, en accord avec l'État. Ce moment de partage a pour objectif, avant et également après la signature de la convention cadre, d'enrichir les actions, de favoriser la mobilisation autour du programme et l'émergence d'éventuels porteurs de projets.

Le territoire signataire s'engage à mobiliser les moyens, tant humains que financiers, nécessaires au bon déroulement du programme, ainsi qu'à son évaluation.

Le territoire signataire s'engage à la mise en œuvre des actions inscrites au programme, dont il est maître d'ouvrage sous réserve d'obtention des cofinancements indispensables à la leur réalisation.

## 6.3 L'État, les établissements et opérateurs publics

L'État s'engage à travers ses services, services déconcentrés et établissements à accompagner l'élaboration et la mise en œuvre du programme, dans une posture de facilitation des projets.

L'appui de l'État porte en particulier sur l'apport d'expertises techniques et juridiques et la mobilisation coordonnée de ses dispositifs de financement au service des projets du programme.

L'État s'engage à optimiser les processus d'instruction administrative et à examiner les possibilités d'expérimentation de procédures nouvelles, ou de simplification de procédures existantes, sur la base de projets précis qui lui seraient présentés dans le cadre du programme.

L'État soutient l'ingénierie des collectivités par le cofinancement via le FNADT de postes de chefs de projet, en complément des crédits apportés par les opérateurs partenaires du programme. Il s'engage à étudier le possible cofinancement des actions inscrites dans le programme, qui seraient éligibles aux dotations et crédits de l'État disponibles.

Le soutien au territoire peut passer par un appui spécifique des établissements publics et opérateurs qui mobiliseront notamment des financements pour le montage des projets et les investissements. Ce soutien permettra de renforcer la capacité d'ingénierie, l'animation du territoire ainsi que les projets eux-mêmes.

En particulier :





- L'ANCT peut accompagner les territoires en conseil et ingénierie, via ses différents programmes d'intervention (France Service, tiers-lieux, ...) et dans ses domaines d'expertise comme par exemple la revitalisation commerciale. L'ANCT soutient également les projets par le pilotage du programme Petites villes de demain, et en particulier du Club ;
- La Caisse des dépôts peut mobiliser la Banque des territoires pour accompagner les acteurs locaux dans leurs projets de développement territorial - conseil et ingénierie, prêts, investissements en fonds propres, services bancaires, consignations et dépôts spécialisés ;
- L'Anah peut apporter un accompagnement aux différentes phases d'une stratégie en matière d'amélioration de l'habitat pour des interventions intégrant les thématiques spécifiques relevant de ses priorités (la lutte contre l'habitat indigne et dégradé, la précarité énergétique, la fragilisation et dégradation des copropriétés, le vieillissement de la population, tant en phase pré-opérationnelle qu'opérationnelle. Cet accompagnement peut être destiné aux propriétaires (occupants ou bailleurs), syndicats de copropriétaires, collectivités ou opérateurs immobiliers ;
- Le Cerema peut apporter un appui pour l'élaboration des projets de territoires et des plans d'action, ainsi que pour la phase de mise en œuvre et d'évaluation et dans ses domaines d'expertise (par exemple, la stratégie foncière et d'aménagement durable, la transition écologique, les mobilités, la revitalisation économique et commerciale) ;
- L'ADEME peut apporter un appui à travers un contrat d'objectifs transversal sur la durée du contrat de transition écologique et intervenir en soutien de certaines opérations du programme.
- L'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Eure, représenté par son chef de service, Mme France POULAIN, Architecte en Chef des Bâtiments de France ;

D'autres établissements publics ou opérateurs de l'État peuvent intervenir : l'Office français pour la biodiversité (OFB), la Banque publique d'investissement (Bpifrance), l'Agence française de développement (AFD), etc.

### 6.3. Engagements du Département

Le Conseil départemental de l'Eure, dans le cadre de ses compétences et notamment celle de la solidarité territoriale, souhaite participer activement à la réussite du projet de revitalisation de la commune des trois communes de l'Agglomération Seine-Eure. Pour aller plus loin, en matière de redynamisation des centres-bourgs et centres villes, le Département de l'Eure met en œuvre depuis la session du 18 juin 2018 un plan de soutien à la revitalisation des centralités euroises. Poursuivant l'objectif global de lutte contre la périurbanisation croissante, contribuant au processus de déprise des centralités, ce plan départemental propose de mobiliser le réseau d'ingénierie du Département et de ses partenaires experts. Le Département de l'Eure s'engage :

- à désigner au sein de ses services un référent chargé du suivi des projets. Ce référent pourra être amené, en cas de besoin, à mobiliser d'autres expertises au sein du Conseil départemental en fonction des champs d'intervention identifiés ;
- à étudier dans les meilleurs délais et à prioriser le possible co-financement des actions inscrites dans le programme d'actions de la convention qui seraient éligibles aux dispositifs départementaux en vigueur au moment du dépôt de dossier, notamment à travers les contrats de territoire."

### 6.4. Autres opérateurs publics et partenaires

D'autres opérateurs publics, non signataires, pourront être associés au fur et à mesure de la mise en œuvre des programmes selon des modalités qui seront définies conjointement. Il s'agit notamment de :



- le Conseil régional de Normandie ;
- l'Établissement Public Foncier de Normandie ;
- La Caisse des Dépôts, par l'intermédiaire de sa direction de la Banque des Territoires ;
- Action logement ;
- France Active ;
- La Chambre de Commerce et d'industrie des Portes de Normandie ;
- La Chambre de Métiers et d'Artisanat de l'Eure ;
- Le Conseil d'Architecture d'Urbanisme et d'Environnement de l'Eure;
- La Fondation du Patrimoine.

Des conventions spécifiques de partenariat, pré-existantes ou à venir, pourront être mises en œuvre avec ces partenaires, en fonction des besoins et des opportunités, pour concourir à l'objectif général et à la mise en œuvre des feuilles de route.

## 6.5. Mobilisation des citoyens et des acteurs socio-économiques

Il s'agit de renforcer la cohésion territoriale et l'appartenance nécessaires à la dynamique de transformation du territoire en mobilisant, écoutant, faisant participer les habitants et les acteurs socio-économiques à la décision du cap collectif.

La dynamique d'animation du projet vise une communication et une sensibilisation en continu pour permettre aux acteurs et partenaires de s'associer aux actions de transformation ; une attention particulière sera portée à la facilitation de la mobilisation citoyenne en faveur du projet collectif. Concrètement, la mobilisation des citoyens peut prendre deux types de formes : la participation des publics à l'élaboration de la décision publique d'une part, et les initiatives citoyennes prises et mises en œuvre par les citoyens eux-mêmes d'autre part.

Les entreprises, de par leur impact sur l'environnement et l'emploi, sont des acteurs indispensables au projet de développement écologique et économique du territoire ; leur collaboration peut permettre d'identifier de nouvelles synergies en particulier dans une logique d'économie circulaire.

## Article 7 – Gouvernance du programme Petites villes de demain

Les collectivités porteuses mettent en place une gouvernance pour assurer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du programme, en association étroite avec l'État, confirmant (et ajustant si nécessaire) le fonctionnement installé à l'occasion de la convention d'adhésion pour l'élaboration de la stratégie. Cette gouvernance est intégrée à la gouvernance mise en place pour le Contrat de relance et de transition écologique.

Sont systématiquement invités au comité de projet les représentants de l'exécutif, des services de l'État, de la Caisse des dépôts – Banque des territoires, de l'Anah, du Cerema, de l'ADEME, ainsi que d'autres établissements publics et opérateurs mobilisés en appui du programme Petites villes de demain, et de représentants des collectivités départementales et régionales si elles sont cosignataires.

Il siègera au moins une fois par an pour :

- Valider l'évaluation annuelle du programme, sur la base des indicateurs de suivi et d'une synthèse financière ;
- Examiner l'avancement et la programmation des actions, y compris financièrement (actualisation du plan de financement) ;
- Étudier et arrêter les demandes d'évolution du programme en termes d'orientations et d'actions (inclusion, adaptation, abandon...) ;
- Décider d'éventuelles mesures rectificatives.

Le chef de projet PVD désigné alimente le comité de pilotage et en particulier :



- Veille en détail au bon déroulement des actions prévues au programme, vérifie l'avancement des dossiers, analyse les éventuelles situations de blocage pour proposer des mesures visant à permettre l'avancement des projets ;
- Établit le tableau de suivi de l'exécution ;
- Met en place les outils d'évaluation et analyse les résultats des évaluations ;
- Propose les évolutions et les propositions d'ajouts de fiches actions ou de fiches projets ;
- Appui les maîtres d'ouvrage dans la recherche des financements

## Article 8 - Suivi et évaluation du programme

Un tableau de bord de suivi du programme est établi, régulièrement renseigné, décrivant l'avancement des orientations et actions (taux de réalisation, mobilisation des moyens et financement, indicateurs...). Ce suivi est intégré aux maquettes et tenu à jour par le chef de projet PVD. Il est examiné par les services de l'État et présenté en synthèse au comité de pilotage concomitamment avec le suivi du CRTE.

Le dispositif d'évaluation est celui retenu pour le CRTE et est mis à jour à échéance régulière en fonction des indicateurs. Il s'intégrera au dispositif national d'évaluation du programme national PVD.

## Article 9 - Résultats attendus du programme

Les résultats seront suivis et évalués. Les indicateurs retenus sont ceux suivis dans le cadre de l'évaluation globale du CRTE.

## Article 10 – Utilisation des logos

Chacune des Parties autorise à titre non exclusif l'autre Partie à utiliser son nom et son logo en respectant les chartes graphiques afférentes, pour toute la durée du Contrat afin de mettre en avant le partenariat entre les Parties, et à le faire figurer de façon parfaitement visible et lisible sur ses supports de communication faisant référence aux actions réalisées dans le cadre de cette convention.

Il est précisé qu'aucun matériel, visuel, création, annonce, message de quelque nature que ce soit faisant référence à l'une des Parties ne pourra être créé, réalisé et/ou diffusé par l'autre Partie sans son consentement écrit préalable.

Chacune des Parties reconnaît (i) qu'elle n'acquiert aucun droit sur la charte graphique de l'autre Partie autre que celui de l'utiliser conformément aux dispositions de la présente clause et (ii) qu'elle n'est pas autorisée à utiliser et / ou exploiter les marques, dénominations sociales, logo et plus généralement tous les droits de propriété intellectuelle afférents aux signes distinctifs à l'autre Partie, de quelque façon que ce soit (notamment pour leur reproduction, communication et / ou adaptation) et pour quelque raison que ce soit (y compris à titre de référence commerciale ou pour sa propre publicité).

Le droit d'utiliser les éléments verbaux/graphiques de chacune des Parties est accordé uniquement pour la durée du Contrat et prendra automatiquement fin, sans qu'aucune formalité ne soit nécessaire, à son terme, qu'elle qu'en soit la raison.

Les communes sont invitées, si elles le souhaitent, à faire figurer le panneau signalétique Petites villes de demain en entrée de ville (modèle disponible en ligne).

Chaque opération réalisée doit faire l'objet d'un affichage pendant les travaux :

- identifiant clairement le lien avec le programme Petites villes de demain : logo ANCT/PVD et mention « L'État s'engage -pour l'avenir des territoires » (modèle disponible en ligne);
- ainsi que les logos et mentions liés aux modalités d'attribution des subventions et financement propres à chaque Partie.



## **Article 11 – Entrée en vigueur, durée de la convention et publicité**

L'entrée en vigueur du programme est effective à la date de signature du présent contrat, jusqu'à mars 2026.

Au terme de la convention, un bilan sera conduit pour en évaluer les résultats et les impacts.

La présente convention est publiée au recueil des actes administratifs de l'EPCI signataire. Elle est transmise pour information au DDFIP ainsi qu'à l'ANCT. Elle pourra faire l'objet d'une mise en ligne, au niveau local et par l'ANCT.

## **Article 12 – Évolution et mise à jour du programme**

Le programme est évolutif. Le corps de la convention et ses annexes peuvent être modifiés par avenant d'un commun accord entre toutes les parties signataires du programme et après avis du comité de projet. C'est notamment le cas lors d'une évolution de son périmètre ou de l'intitulé des orientations, de leurs objectifs et indicateurs.

## **Article 13 - Résiliation du programme**

D'un commun accord entre les parties signataires du programme et après avis favorable du comité de pilotage, il peut être mis fin à la présente convention pour tout ou partie des communes concernées.

## **Article 14 – Traitement des litiges**

La présente convention est régie par le droit français.

En cas de contestation, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable entre elles.

À défaut, et préalablement à l'engagement de toute action contentieuse et sous réserves des dispositions prises au titre des articles précédents, les parties s'engagent à recourir à la médiation en application des articles L 213-1 du code de la justice administrative du différend qui les oppose et de saisir le président du Tribunal administratif de Caen à l'effet d'organiser la mission de médiation et de désigner la ou les personnes qui en seront chargées.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa réalisation, sera soumis aux tribunaux compétents du ressort de la juridiction de Caen.



Convention signée en

exemplaires, le

2022

Commune de GAILLON	Commune de LE VAL D'HAZEY	Commune de PONT DE L'ARCHE
<b>Le Maire, Odile HANTZ</b>	<b>Le Maire, Philippe COLLAS</b>	<b>Le Maire, Richard JACQUET</b>

Commune de Louviers	Commune de Val de Reuil
<b>Le Maire François-Xavier Priollaud</b>	<b>Le Maire Marc-Antoine JAMET</b>

Communauté d'Agglomération Seine-Eure	État	Conseil Départemental de l'Eure
<b>Le Président, Bernard LEROY</b>	<b>Le Préfet de l'Eure, Simon BABRE</b>	<b>Le Président, Sébastien LECORNU</b>





## Sommaire des annexes

**Annexe 1 – Fiches stratégiques et dispositifs Agglomération qui concourent à la revitalisation des centre-bourg sur le territoire Seine Eure**

**Annexe 2 – Programme PVD de Pont de l’Arche et périmètre ORT associé**

**Annexe 3 – Programme PVD de Gaillon et périmètre ORT associé**

**Annexe 4 – Programme PVD de Le Val d’Hazey et périmètre ORT associé**

**Annexe 5 – Maquettes descriptives et financières initiales**

**Annexe 6 – Avenant n°1 à la convention de déploiement cadre pluriannuelle ORT / Action Cœur de Ville de Louviers concernant le volet immobilier avec réservation prévisionnelle de concours financiers**

